

Circonscription AGEN - NÉRAC

Electrices, Electeurs,



Frédéric LINDENSTAEDT

Secrétaire fédéral
du Parti Communiste Français

Le 5 mars prochain vous êtes appelés à élire votre député. **Ainsi vous aurez à dire si vous voulez la poursuite de la politique actuelle ou au contraire un changement profond et durable.**

Dès 1958, le Parti Communiste Français a dénoncé la nocivité du pouvoir gaulliste. Il a soutenu toutes les grandes luttes ouvrières et paysannes. Il a combattu avec fermeté et sans défaillances la politique antisociale et antilaïque du gouvernement.

Notre Parti a œuvré avec persévérance et fermeté pour l'union, surmontant pas à pas les obstacles, les lenteurs et les hésitations.

Si la situation est grave dans l'ensemble du pays, elle est difficile en Lot-et-Garonne et plus particulièrement dans la circonscription d'Agén-Nérac, où un député U.N.R. a été élu en 1958 et en 1962.



Gérard DUPRAT

Conseiller Général d'Agén
Ancien Député

UN BILAN NÉGATIF

Le régime gaulliste n'a pas tenu ses promesses. A l'approche de chaque élection, de Gaulle, Pompidou et autres ministres bavards promettent le bonheur... pour demain. D'année sociale en année sociale, où en sommes-nous :

- La moitié des salariés du département a un salaire inférieur à 55.000 AF, beaucoup sont payés au minimum de 34 à 45.000 AF par mois. Les femmes, les jeunes, les saisonniers sont encore plus désavantagés. Les retraites sont insuffisantes. De nouvelles atteintes à la Sécurité Sociale sont en préparation.

- Des usines ont fermé, absorbées par la concentration : **Granges** à Agén, **Kirpy** à Layrac, les **Brasseries** à Nérac. Le Bâtiment ralentit son activité, les implantations de nouvelles entreprises ne suffisent pas à embaucher les chômeurs.

- Les impôts augmentent. Il y a deux fois plus d'assujettis à l'impôt sur le revenu, 68 % des rentrées fiscales sont collectés sous forme de taxes à la consommation. L'application de la T.V.A. aux produits agricoles est décidée pour 1968.

- Les faveurs de l'Etat sont accordées aux gros agriculteurs au détriment de l'exploitation familiale. 5.000 exploitations agricoles ont disparu depuis 1955, la plupart des autres est rongée par l'endettement. Les prix agricoles à la production n'augmentent pas ou diminuent, alors que les prix industriels augmentent. Le V^{me} Plan prévoit la disparition de milliers d'autres exploitants d'ici 1970.

- La réforme scolaire gaulliste éloigne l'enfant de la famille, supprime la gratuité de l'instruction (cars de ramassage), barre la route de l'avenir de milliers d'enfants d'origine modeste. La prolongation scolaire sans classes, sans maîtres, sans programme est un leurre.

- Tout l'édifice de l'Etat se concentre entre les mains d'un seul homme, qui gouverne sans partage au profit de la grosse industrie et de la banque.

- La politique d'armement atomique ruine l'économie et accroît les dangers d'une guerre nucléaire.

IL FAUT DONC CHANGER DE POLITIQUE ET VOICI CE QUE NOUS VOULONS :

UNE DEMOCRATIE AU SERVICE DU PEUPLE

Pour rétablir la souveraineté du peuple, il faut abroger les dispositions qui dans la Constitution établissent le pouvoir personnel. Il faut une Assemblée Nationale qui vote les lois et contrôle le gouvernement. Il faut un gouvernement responsable devant l'Assemblée et qui gouverne en appliquant le programme voulu par le peuple. Nous sommes pour la sauvegarde des droits des communes et du département, le retour à la **laïcité de l'Etat et de l'Ecole**. Un statut démocratique de la radio et de la télévision.

PROGRES SOCIAL ET EXPANSION

La nationalisation des monopoles dans les secteurs-clé de l'industrie et celle des banques d'affaires, et gestion de ces entreprises avec aide des syndicats, permettrait de museler les féodalités économiques. Elle rendrait possible un plan de développement par une politique cohérente d'investissements, l'équipement et l'industrialisation de notre Sud-

Ouest et garantirait le plein emploi. Nous voulons une politique agricole basée sur une juste rémunération du travail paysan, la suppression des mesures discriminatoires qui frappent les exploitations familiales, une aide accrue à la coopération agricole sous toutes les formes. Défense des intérêts des planteurs de tabac, des fermiers et métayers.

Il ne peut pas y avoir progrès social sans relèvement des salaires, traitements et retraites. Pas de salaires inférieurs à 60.000 AF par mois, suppression des abattements de zone, défense des mutilés du travail.

Soutien aux revendications des anciens combattants.

Construction de logements H.L.M. en plus grand nombre.

Réforme fiscale démocratique faisant payer d'abord les sociétés capitalistes et allégeant les impôts directs et les taxes de vie chère payés par les consommateurs.

Nous sommes pour une réforme démocratique de l'enseignement qui exigerait un quart du budget national et un retour

à la laïcité. Nous sommes pour le développement de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

UNE POLITIQUE DE PAIX

Une politique de paix et de coexistence pacifique est nécessaire à la réalisation des grandes réformes économiques et sociales. Elle devrait comprendre : la reconversion de la force de frappe à des fins pacifiques, la substitution aux blocs militaires d'un système de sécurité collective, la lutte contre la dissémination des armes atomiques, le désarmement général et contrôlé et la dénonciation par la France à l'O.N.U. de la criminelle agression des Etats-Unis au Vietnam.

Ce programme permettrait d'envisager l'avenir avec confiance mais son application nécessite la mise en place d'une **nouvelle majorité** et d'un **gouvernement démocratique**.

Un tel gouvernement avec un tel programme pourrait alors envisager la réalisation de problèmes que le régime gaulliste laisse traîner ou refuse même d'envisager :

DANS L'ACTIVITE INDUSTRIELLE

La circonscription a besoin d'industries importantes et sérieuses et qui pourraient, en premier lieu, se servir des matières premières régionales et transformer les denrées agricoles. La mise en œuvre de grands plans d'aménagement comme celui de l'E.D.F., qui prévoit dix barrages hydro-électriques, et la canalisation de la Garonne ou l'autoroute Bordeaux-Narbonne, l'électrification de la ligne Bordeaux-Montauban, sont nécessaires au même titre que la défense des industries existantes, la défense des lignes secondaires S.N.C.F. ou la mise au gabarit du canal latéral.

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

VOTER COMMUNISTE DÈS LE PREMIER TOUR, c'est approuver notre programme démocratique d'expansion économique, de progrès social, d'indépendance nationale et de paix, conforme à vos intérêts immédiats et à venir.

Les communistes ne se contentent pas de vous proposer un programme conforme à vos intérêts. Ils luttent avec persévérance pour créer les conditions de sa mise en application, par l'union claire et loyale des partis et forces démocratiques sur la base d'un programme commun. En exprimant les aspirations du peuple et en s'appuyant sur lui, les partis de gauche assureraient par l'application de ce programme la stabilité et l'efficacité gouvernementales.

Nos efforts pour unir les républicains ont abouti à la signature d'un accord entre notre Parti et la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste.

Electrices, Electeurs,

Condamnez le pouvoir, sa politique représentée par le candidat BARRET,

Condamnez Jean FRANÇOIS-PONCET, candidat officiel du centre réactionnaire de Lecanuet qui offre ses services au gaullisme au cas où son appoint serait nécessaire.

Dès le premier tour, confirmez votre opposition si largement exprimée en 1965,

Donnez à notre programme, à nos propositions unitaires l'appui massif de vos suffrages.

● **VOTEZ POUR LE CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE**, que les républicains avaient déjà désigné en 1962 comme le candidat le mieux placé pour assurer l'échec de l'U.N.R. et la victoire des républicains.

● **VOTEZ POUR LE SEUL CANDIDAT DONT TOUS LES ACTES PASSÉS TÉMOIGNENT DE SON ATTACHEMENT A LA DÉMOCRATIE, LA LAICITÉ, LA PAIX, ET A LA CAUSE DES TRAVAILLEURS.**

Votez pour **Frédéric LINDENSTAEDT**

Candidat du P. C. F. pour l'union des forces de gauche et démocratiques.

dont le remplaçant éventuel est

Gérard DUPRAT

Conseiller Général d'Agen, ancien député.

POUR LA PAYSANNERIE LABORIEUSE

Accélérer l'équipement de nos campagnes, toujours en retard, en ce qui concerne l'eau potable ou l'irrigation, les routes, le courant force, l'assainissement, l'habitat rural.

Aide au développement de l'enseignement agricole.

DANS L'ENSEIGNEMENT

Tous les établissements scolaires s'avèrent insuffisants à Agen, notamment dans l'enseignement technique. Plusieurs cantons demandent l'installation de C.E.G. comme Lavardac et Astaffort, Nérac et Mézin réclament une modernisation de nombreux locaux.

Nous demandons la gratuité du ramassage scolaire.

DANS LE LOGEMENT

A la place des quartiers insalubres, à Agen notamment, pourraient s'élever des habitations modernes. Il faut de nouveaux H.L.M. et il faut reviser le prix des H.L.M. en usage à Agen et Nérac. Les travaux de voirie sont très en retard dans de nombreux quartiers nouveaux.

● Nous voulons également :

- l'amélioration des hôpitaux existant à Agen et Nérac ;
- des stades, des piscines, des maisons de jeunes ;
- l'aide et l'encouragement à toute mesure favorable au développement du tourisme et particulièrement du tourisme populaire.